

MEDIATION

Semestriel
publié par
la Fondation
Hirondelle

S'INFORMER POUR COMPRENDRE, DIALOGUER POUR S'ENTENDRE

La démocratie, au-delà des élections

Plusieurs échéances démocratiques sont planifiées cette fin d'année dans nos pays d'intervention, et nous dédions tout naturellement ce numéro au rôle des médias dans la construction d'une démocratie participative. En Centrafrique, un référendum constitutionnel est planifié cet été, des élections législatives sont prévues en Suisse cet automne, au Mali le référendum constitutionnel de juin a ouvert un nouveau cycle électoral et la date du scrutin présidentiel congolais (RDC) est fixée à la fin de l'année. Pour autant, nous considérons que la démocratie va bien au-delà des élections. Elles sont certes un test pour la démocratie, mais les échanges d'idées et d'opinions qui sont mis en exergue à ce moment-là se forment tout au long du mandat des élu-e-s et représentant-e-s du pouvoir. Nous cherchons donc à fournir dans nos médias une information fiable et diversifiée aux populations pour leur permettre d'agir dans leur vie quotidienne et citoyenne. Ceci est d'autant plus important dans des contextes de conflits ou sous des régimes peu démocratiques. Nous cherchons par nos programmes de dialogue à démêler le vrai du faux, favoriser la participation des populations locales au débat public, et créer des espaces qui permettent à chacun-e de s'exprimer. Chercher ensemble des solutions de compromis aux défis essentiels à relever est la meilleure expression d'une démocratie fonctionnelle et saine.

Caroline Vuillemin
Directrice générale

JOURNALISME ET DÉMOCRATIE

La captation des revenus des médias d'information par plusieurs entreprises numériques et la prolifération de la désinformation en ligne ont ébranlé le lien historique qui existait entre le journalisme et la démocratie. Comment le rétablir ?

Depuis l'invention de la presse rotative à vapeur au début du XIX^e siècle, le journalisme est devenu un des principaux garants de la démocratie. Lorsque des milliers voire des dizaines de milliers d'exemplaires d'un journal ont pu être imprimés et diffusés quotidiennement dans une même ville, les faits et gestes des possédants et gens de pouvoir ont pu être rapportés à toute une population qui dès lors – et pour la première fois de l'histoire – a eu la possibilité de demander en conscience des comptes aux gouvernant-e-s. Tout au long du XX^e siècle, l'évolution des techniques et supports de production médiatiques, dont la radio et la télévision, a permis d'accroître encore cette veille des gouverné-e-s à l'égard des gouvernant-e-s en donnant accès au son et à l'image, et en assurant une diffusion dans l'instant, d'informations diversifiées pour un large public.

Le siècle en cours s'est ouvert sur l'espoir d'une démocratisation accrue grâce à l'Internet, technologie qui allait permettre aux lanceurs d'alerte de transmettre plus facilement leurs informations sensibles aux médias, et à chacun-e de publier ce

que bon lui semblait dans les limites de la loi. Les citoyens se sont effectivement pris au jeu et l'explosion des publications amatrices en ligne a bien eu lieu. Malheureusement, les revenus des médias professionnels ont été largement captés par les géants du web et leurs plateformes par lesquelles transitent désormais l'information : en 2023 selon le Reuters Institute, 55 % des internautes mondiaux accèdent à celle-ci principalement via les moteurs de recherche ou les réseaux sociaux. Il en a résulté un affaiblissement du journalisme, la fermeture de nombreux médias locaux, et la prolifération en ligne de publications non vérifiées, parfois même mensongères ou propagandistes : aujourd'hui plus de 10 % du trafic sur Internet est factice, et 81 Etats y ont recours à des campagnes de désinformation massive. Parallèlement, la démocratie recule dans le monde depuis le milieu des années 2010, y compris sur les continents américain et européen.¹

Pour la Fondation Hirondelle qui travaille depuis près de 30 ans dans des contextes fragiles, la mainmise des entreprises numériques sur les médias sociaux et la prolifération de la désinformation en ligne est préoccupante. En effet, dans certains pays, ces plateformes sont les seuls canaux d'information accessibles aux populations pour s'exprimer et lire une information diversifiée.

Ce numéro de Médiation explore un ensemble d'initiatives par lesquelles des médias d'information, seuls ou en collaboration avec d'autres acteurs, se réinventent et essaient de lutter contre ces vents mauvais pour continuer à remplir leur mission historique : accroître la conscience et le pouvoir d'agir des populations. ■

(1) Selon le Democracy Index publié chaque année par Economist Intelligence Unit.

Entretien



NOTRE OBJECTIF EST D'OFFRIR UNE PLATEFORME D'ÉCHANGES CONSTRUCTIVE

L'équipe de Die Republik aux fenêtres de la rédaction à l'hôtel emblématique Rothaus dans la Langstrasse à Zurich.
© Anne Gabriel-Jürgens/Republik

© Nick Lobeck/Republik



Katharina Hemmer est co-directrice générale de *Die Republik* (republik.ch), un magazine numérique suisse consacré à la politique, à l'économie, à la société et à la culture. Fondé en 2018, il est exclusivement financé par ses lecteurs.

La devise de *Die Republik* est la suivante : « sans journalisme, pas de démocratie ». Qu'entendez-vous par là ?

Katharina Hemmer : Sans journalisme indépendant, la démocratie ne peut pas vraiment fonctionner. La démocratie repose entre autres sur la capacité des gens à se forger des opinions informées et à prendre des décisions raisonnables. Ils peuvent le faire au mieux s'il existe un discours public varié et constructif - chaque média qui contribue à la diversité sur le marché suisse des médias remplit ainsi un rôle important dans la démocratie. Nous proposons à nos abonnés une à trois analyses approfondies par jour comme base pour se forger une opinion et prendre des décisions. Les gens ont besoin d'informations indépendantes pour prendre des décisions rai-

sonnables. Notre modèle d'entreprise, qui repose exclusivement sur le financement de notre lectorat, nous assure une totale indépendance. Un autre rôle important des médias dans une démocratie est la critique du pouvoir - regarder de près, faire des recherches minutieuses, dénoncer les abus. C'est ce que nous avons fait à maintes reprises dans nos reportages de ces dernières années, que ce soit avec notre série sur le scandale du cartel des constructeurs dans la région des Grisons, notre enquête sur les dessous de l'accord sur le futur avion de combat suisse, ou nos enquêtes et révélations sur les échappatoires à l'imposition fiscale toujours présentes dans notre pays.

Nous sommes dans une année électorale en Suisse, le défi est-il d'autant plus grand ?

Les opinions ne se forment pas juste avant les élections, mais les opinions sont mises en avant à ce moment-là. Malheureusement, il y a de moins en moins de diversité sur le marché suisse des médias, notre offre est donc d'autant plus importante. Nous ne prétendons pas faire du meilleur journalisme, mais nous voulons offrir une alternative aux citoyen-ne-s. Nous sommes régulièrement définis comme un média de gauche. Nous souhaitons toutefois sortir des débats politiques partisans et nous pencher sur

les défis à long terme de notre société. Notre objectif est d'offrir une plateforme d'échanges constructive. Le dialogue avec et entre nos lecteurs et lectrices, est un élément central de notre démarche. L'échange avec eux, en ligne et hors ligne, est continu. Dans notre laboratoire climatique « Klimalabor », nous réfléchissons actuellement avec nos lecteurs et lectrices à comment le journalisme peut soutenir l'action climatique.

Le dialogue avec et entre nos lecteur-ice-s est un élément central de notre démarche

Die Republik est née d'un idéal, votre modèle économique est-il tenable ?

En 2017, nous sommes parvenue-s à battre le record mondial de crowdfunding médiatique. Nous avons pu démontrer ainsi que les gens sont prêts à payer pour un journalisme de qualité, et ce dans un monde numérisé. Le nombre d'abonnements s'élève aujourd'hui à plus de 29 000, une taille respectable après cinq ans, pour un lectorat germanophone potentiel estimé à 5 millions de personnes. Un modèle financé exclusivement par le lectorat implique toutefois un renouvellement permanent - car environ 25% des lecteurs nous quittent en moyenne chaque année. Ces dernières années, nous avons été confronté-e-s à deux reprises à des difficultés financières, mais nous maintenons le cap. Notre objectif n'est pas de faire du profit, mais de montrer que les médias indépendants sont demandés par le public.

Chaque média qui contribue à la diversité sur le marché remplit un rôle important dans le renforcement de la démocratie

Un tel modèle peut-il s'adresser à un large public ?

Nous en sommes convaincu·es. Notre abonnement annuel s'élève à 240 CHF, mais ceux qui n'ont pas les moyens de payer cette cotisation ont la possibilité de choisir celle qui leur convient. Il est également possible de transmettre des articles à des tiers, qui peuvent alors les lire gratuitement. Nous atteignons donc un public beaucoup plus large que les quelque 29 000 abonnés. Même si, pour l'instant, nous touchons principalement un lectorat urbain et de niche par rapport aux grands groupes de presse, notre ambition et notre objectif à long terme sont d'être utiles au plus grand nombre. ■

Déclaration internationale sur l'information et la démocratie : pour un droit d'accès à des informations fiables

En marge de la 74^e Assemblée générale de l'ONU en 2019, 50 pays ont signé la Déclaration internationale sur l'information et la démocratie, qui établit que « l'accès à la connaissance, en particulier celle de la réalité, est un droit fondamental ». Ce droit est selon eux inclus dans « celui de chercher (...), sans considérations de frontières, les informations et les idées » garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits humains. Mais comment mettre en œuvre ce droit d'accès à la réalité via l'information ? Si la « responsabilité » des Etats et des propriétaires de médias est classiquement mise en avant, celle des plateformes numériques de diffusion de l'information, et notamment des réseaux sociaux, l'est tout autant : « la désinformation massive en ligne » menace gravement « l'exercice du droit à la connaissance », poursuit le texte de la Déclaration. Les plateformes doivent donc agir pour « promouvoir le pluralisme des médias et favoriser la sérendipité » (accès aléatoire aux informations), et surtout « mettre en œuvre des mécanismes pour favoriser la visibilité des informations fiables, (...) basés sur des critères de transparence, d'indépendance éditoriale, de mise en œuvre de méthodes de vérification et de conformité à l'éthique journalistique ». L'application de la Déclaration pour l'information et la démocratie est suivie par un Forum éponyme regroupant 11 ONG œuvrant pour les médias, les droits humains, le dialogue international et la paix. (voir en page 6 l'interview de Christophe Deloire, président du Forum pour l'information et la démocratie)

UN PAYSAGE MÉDIATIQUE D'UNE GRANDE DIVERSITÉ EST ESSENTIEL POUR UNE DÉMOCRATIE DIRECTE

© John Flury/obsoquasi.ch



« Les études ont démontré que la diversité des médias est une composante essentielle de la démocratie. La participation au processus politique et la confiance dans le gouvernement sont plus faibles chez les personnes qui utilisent peu ou pas les médias d'information. Il est important qu'une telle offre existe. Le paysage médiatique suisse se caractérise par une forte présence des médias publics et privés. La concentration des médias en Suisse a toutefois fortement augmenté ces dernières années. Certaines régions périphériques ne disposent plus aujourd'hui d'une offre médiatique locale importante. Cela est particulièrement problématique dans un système de démocratie directe où des votations ont lieu plusieurs fois par an.

Depuis dix ans, le centre de recherche « Sphère publique et société » de l'Université de Zurich évalue la couverture médiatique des élections fédérales. Les médias privés jouent un rôle décisif pour l'information régionale. Or, au fil des ans, ces médias qui

luttent pour leur survie économique ne parviennent plus à couvrir les processus politiques menés à Berne. Le média Südostschweiz dans la région des Grisons a dû fermer sa rédaction nationale pour des raisons économiques. Quant aux médias romands, ils n'assurent une couverture nationale qu'au travers des dépêches des agences de presse. Les agences n'ont pas pour vocation de fournir du journalisme d'investigation et des informations de fond. Or, accéder à un journalisme fouillé est justement important pour prendre des décisions politiques fondées. Les Suisses ont rejeté en 2022 un paquet d'aides fédérales supplémentaires à destination des médias. La balle est aujourd'hui entre les mains des cantons. Les mesures envisagées n'en sont qu'à leurs balbutiements et il n'est pas certain qu'elles se transforment en lois. »

Dr Linards Udris, Associé principal de recherche et d'enseignement du centre de recherche « Sphère publique et société » (Université de Zurich)

« Algues vertes » d'Inès Léraud : briser la loi du silence en s'installant dans les cafés bretons

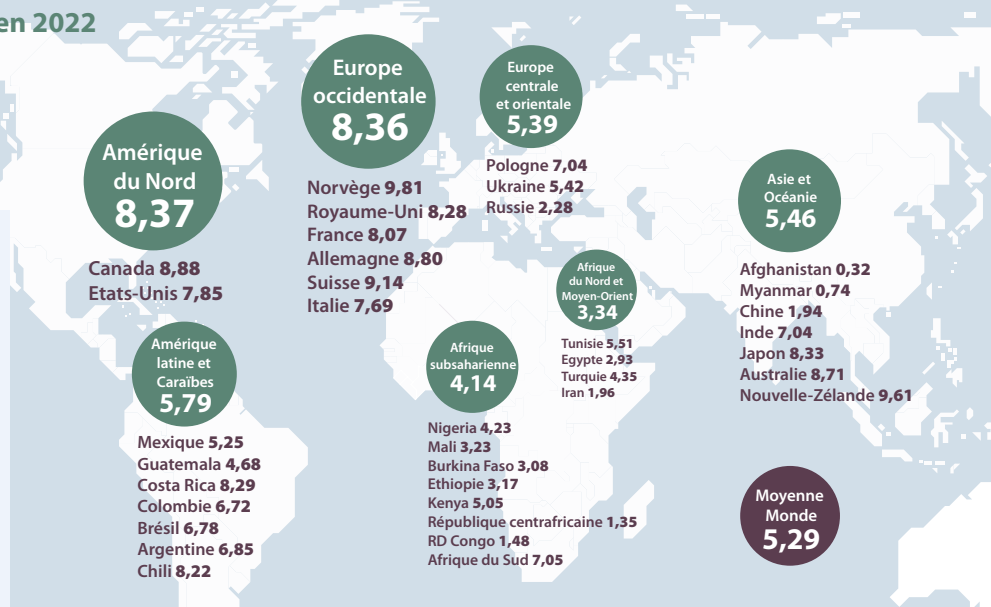
Dans sa bande dessinée multiprimée *Algues vertes, l'histoire interdite* (La Revue dessinée / Delcourt, 2019), co-écrite avec Pierre Van Hove, la journaliste d'investigation indépendante Inès Léraud explique comment elle s'est installée en Bretagne (pointe ouest de la France) en 2015 d'abord quelques mois, puis trois ans, en vue de comprendre le silence qui entourait plusieurs faits divers sanitaires dans la région. « M'installer en centre-Bretagne a complètement transformé ma méthode de travail », raconte-t-elle. « J'ai découvert le café breton, lieu idéal pour trouver des personnes qui n'ont jamais frappé à la porte d'un syndicat ou d'une association. Dans les cafés, tu écoutes, tu glanes des phrases, des noms, tu remontes le fil pour retrouver des paroles qui ne s'étaient jamais livrées, des archives qui n'avaient jamais été explorées. (...) Le fait de vivre sur place dissipait la méfiance (...). Petit à petit des dizaines, des centaines de personnes se sont mises à parler. » Les investigations d'Inès Léraud l'ont amenée à mettre en lumière le fonctionnement du lobby agroalimentaire breton et ses pressions exercées sur toute une série d'acteurs pour étouffer la compréhension des maladies environnementales dans la région. Deux ans plus tard à Guingamp, elle a cofondé Splann ! (« clair ! » en breton), premier média d'investigation situé sur le territoire breton.

En chiffres

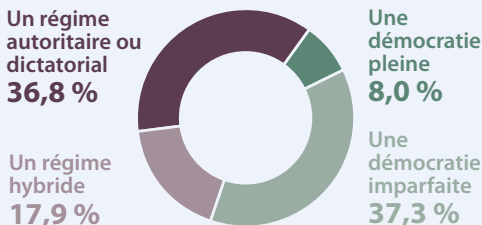
La démocratie, un régime minoritaire

Indice de démocratie* par région / pays en 2022

Source : Democracy Index 2022, Economist Intelligence Unit.
* L'indice de démocratie est établi sur une échelle de 1 à 10 selon 5 critères : processus électoraux et pluralisme, fonctionnement du gouvernement, participation politique, culture politique et libertés civiles.

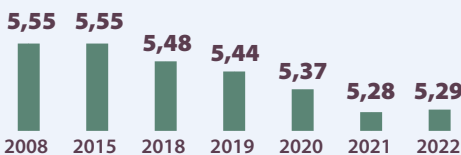


Part de la population mondiale vivant dans... (2022)



La démocratie, un régime en recul

Evolution de l'indice de démocratie* (moyenne mondiale)



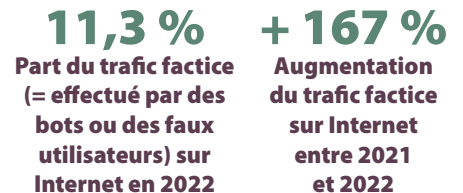
Source : Democracy Index 2022, Economist Intelligence Unit.
* L'indice de démocratie est établi sur une échelle de 1 à 10 selon 5 critères : processus électoraux et pluralisme, fonctionnement du gouvernement, participation politique, culture politique et libertés civiles.

Une forte montée de l'industrie de la désinformation

Nombre d'Etats ayant recours à des campagnes de désinformation en ligne



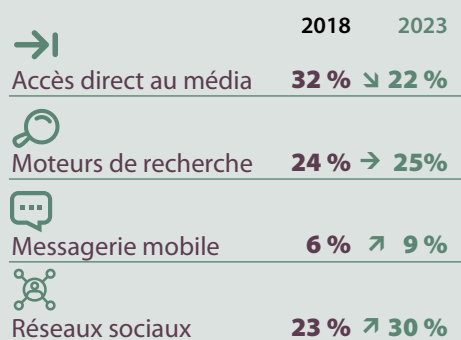
Source : 2020 Global Inventory of Organized Social Media Manipulation, Oxford Internet Institute, janvier 2021.



Source : The State of the Fake Traffic 2023, CHEQ, mars 2023.

Une montée de l'accès à l'information par des sources indirectes

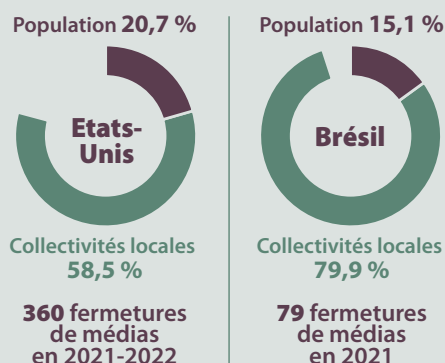
Part des internautes dans le monde ayant accès à l'information via...



Source : Reuters Institute Digital News Report 2023.

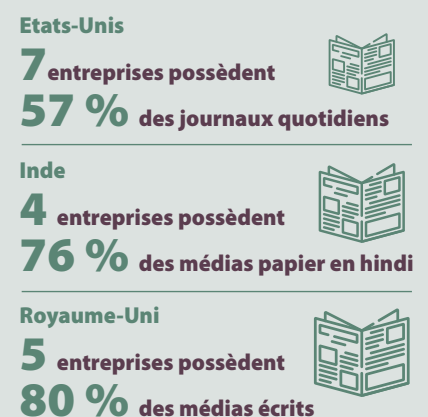
L'étendue des déserts d'information

Part des collectivités locales / de la population se situant dans un désert ou quasi-désert d'information*



Source : MediaTrustLab 2022. * Territoire comptant au maximum un unique média d'information local.

Des médias indépendants très minoritaires



Sources : US Media Index, Harvard University, 2021 ; Media Ownership Monitor - Reporters sans frontières, 2022 ; Media Reform Coalition, University of London, 2021.

Notre expérience

NOUS NOUS APPROCHONS LE PLUS POSSIBLE DES POPULATIONS



Reportage de Radio Ndeke Luka à Bangui, mars 2021. © Gwenn Dubourthoumie / Fondation Hironnelle.

en RCA ou en Afrique de l'Ouest, dont les posts sont activement relayés sur des comptes de réseaux sociaux centrafricains. Troisièmement, il est devenu très dangereux pour les journalistes centrafricains de s'opposer à cette désinformation ou de s'intéresser de près aux sujets sécuritaires, comme le prouve la mort subite et inexplicée, en février 2022, d'un journaliste centrafricain qui s'y employait ces deux dernières années.

Dans ce contexte, que fait Radio Ndeke Luka (RNL) pour informer de la façon la plus large et qualitative possible en RCA ?

Notre démarche repose sur trois piliers. Tout d'abord, nous nous approchons le plus possible des populations dans la production et la diffusion de l'information, grâce à un réseau de 36 correspondant-e-s locaux, de 13 émetteurs et de 20 radios communautaires partenaires qui relaient nos programmes dans l'ensemble du pays. Cela nous permet d'être écoutés quotidiennement dans les deux langues officielles du pays (sango et français) et de nous placer en 1^{re} position avec 72 % de Centrafricain-e-s qui nous écoutent quotidiennement. Ensuite, nous avons des émissions dédiées à chaque catégorie de population : Magazine de la famille, Magazine femmes, Magazine agropastoral, Mossékatitude à destination des jeunes, « Tango ya Bawendo » à destination des ancien-nés... et aussi une émission « Lasso Na BêAfrika », exclusivement en sango, qui donne chaque soir la parole à nos auditeur-ric-e-s et qui est diffusée par toutes nos radios partenaires. Enfin, nous avons mis en place en 2020 un programme de lutte contre la désinformation et les discours de haine, #StopATènè, qui mobilise en permanence 6 journalistes.

Les sujets traités sont publiés en ligne, et repris sur nos ondes afin de toucher l'audience la plus large.

Cette démarche a-t-elle un impact en termes de renforcement de la démocratie ?

Certainement. Selon notre dernière étude d'audience menée fin 2022, 82 % des auditeur-ric-e-s estiment mieux comprendre la Centrafrique et son fonctionnement grâce aux programmes et débats diffusés par RNL. Près de la frontière camerounaise, plus de 550 personnes ont été interrogées avant et après l'installation d'un nouvel émetteur FM. 84 % ont déclaré faire totalement confiance aux informations provenant de RNL, un taux de confiance quatre fois plus élevé que les autres radios locales. La confiance des habitant-e-s dans leur capacité à discerner le vrai du faux a également augmenté et la proportion de personnes affirmant qu'elles essaieraient de vérifier la véracité de l'information avant de la partager est passée de 33 % à 59 %. Les enquêtes ont enfin révélé une augmentation significative de l'engagement des personnes interviewées dans les élections et de leur opposition à des pratiques non-démocratiques. Nous poursuivons actuellement nos recherches en menant une étude d'impact de Radio Ndeke Luka sur la lutte contre la désinformation et la reconstruction du processus démocratique et de paix en RCA, en partenariat avec la Michigan State University. ■

Les enquêtes ont révélé une augmentation de l'engagement de nos auditeur-ric-e-s dans les élections

Ouboulè Abalo, représentant de la Fondation Hironnelle en République centrafricaine, explique la démarche de Radio Ndeke Luka pour informer l'audience la plus large et renforcer celle-ci dans son engagement citoyen.

Quelle est la situation en matière d'accès à l'information en République centrafricaine (RCA) ?

Ouboulè Abalo : L'accès des Centrafricain-e-s à l'information est largement dégradé pour trois raisons. Premièrement, la situation sécuritaire ne s'améliore pas. Même si les rebelles regroupés au sein de la Coalition des Patriotes pour le Changement ont été chassés de certaines préfectures, leurs attaques se poursuivent quotidiennement, notamment au Nord-Ouest, au Sud-Est et même au centre dans la région de Bambari. L'accès de la population à tout type de services dans ces régions est difficile, d'autant que les routes qui y mènent sont impraticables. Deuxièmement, le contexte géopolitique a favorisé depuis quelques années le développement d'une désinformation massive dans certains médias centrafricains mais aussi de la part de blogueurs et influenceurs situés

Témoignage

RÉGULER LES NOUVEAUX ESPACES DE L'INFORMATION

Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters Sans Frontières, préside le Forum pour l'information et la démocratie : une initiative rassemblant gouvernements, société civile et chercheurs pour mettre en œuvre des garanties démocratiques dans l'espace global de l'information.

Le fonctionnement actuel (économique et algorithmique) des moteurs de recherche et des réseaux sociaux représente-t-il selon vous un danger pour la démocratie ?

Christophe Deloire : Au fil de l'histoire démocratique, la construction des espaces informationnels, c'est-à-dire de ces marchés nationaux où l'on échangeait les idées, les opinions et les informations, a consisté à construire des règles pour les intermédiaires, les médias. Cela prenait la forme de la régulation des médias, et de l'autorégulation des journalistes. Bref, des mécanismes sans doute pas parfaits, mais qui permettaient de favoriser l'intégrité de l'information, son indépendance et son pluralisme. Avec les réseaux sociaux nous voilà désormais dans un nouvel écosystème, qui est désintermédié. Cette construction est donc, sinon détruite, du moins inopérante. Désormais, les médias d'information se retrouvent en concurrence directe avec la propagande, les contenus sponsorisés c'est-à-dire corrompus et les rumeurs. Avec des contenus ayant une valeur ajoutée intellectuelle aussi. Mais pour paraphraser un dictionnaire monétaire, la mauvaise information chasse la bonne.

Pour améliorer cette situation, est-il selon vous nécessaire d'introduire une redevabilité des plateformes numériques ?

D'une certaine manière, on peut dire qu'en l'absence de régulation les plateformes numériques ont remplacé les Parlements. Selon le dictionnaire informatique, le code c'est la loi, et c'est les plateformes qui édictent les lois du nouvel espace informationnel. Elles ont aussi remplacé la justice puisqu'elles les appliquent. Bref, nous devrions leur imposer des obligations comme à tout service d'intérêt général. Les dirigeants des plateformes ne devraient pas pouvoir prendre des décisions à caractère éditorial : est-ce que le Covid est sorti des laboratoires de Wuhan ou non ? Les plateformes ne devraient pas favoriser la propagation de telle ou telle thèse. Elles devraient être neutres politiquement, transparentes, et surtout favoriser la fiabilité de l'information. Comment ? En tenant compte de la fiabilité dans l'indexation algorithmique. C'est possible grâce à la



Christophe Deloire © Manon Levet

Journalism Trust Initiative (JTI), pour laquelle nous coopérons avec la Fondation Hironnelle. Un mécanisme de marché permettant à des médias prouvant que leurs processus sont conformes aux principes du journalisme d'être plus visibles.

Dans ce contexte, comment voyez-vous le rôle du Forum sur l'information et la démocratie, que vous présidez ?

Il ne suffira pas aux démocraties de dire que les sociétés technologiques doivent appliquer les lois anciennes, puisque ce qu'elles font est totalement inédit, avec le Web 2.0, le Web 3.0, et avec l'intelligence artificielle. Donc il convient d'inventer un droit nouveau pour ce nouvel écosystème. C'est pourquoi nous avons initié le Partenariat pour l'information et la démocratie, signé désormais par 50 Etats, qui a vocation à être au chaos informationnel ce que le processus de négociations internationales (COP) est au changement climatique. Nous avons en plus créé le Forum sur l'information et la démocratie, un organe d'application dirigé par la société civile, qui a formulé des centaines de recommandations, dont des dizaines ont inspiré le droit européen (Digital Markets Act et Digital Services Act adoptés par le Conseil européen en octobre 2022). Et nous sommes en train de créer l'équivalent du GIEC, l'Observatoire sur l'information et la démocratie rassemblant des scientifiques travaillant sur ces sujets, en collaboration avec l'OCDE. Bref, une initiative multilatérale articulant intergouvernemental et société civile pour réguler les nouveaux espaces de publication au bénéfice d'une information de qualité. ■

Les plateformes devraient tenir compte de la fiabilité de l'information dans l'indexation algorithmique

La Fondation Hironnelle est une organisation suisse à but non lucratif qui fournit de l'information à des populations confrontées à des crises, pour leur permettre d'agir dans leur vie quotidienne et citoyenne. Par notre action, plusieurs millions de personnes dans des pays en guerre, des contextes de post-conflit ou de crise humanitaire, et des sociétés en transition démocratique ont accès chaque jour à des médias qui leur parlent, et qui les écoutent.

Impressum

Médiation

Semestriel publié par la Fondation Hironnelle

Directrice de la publication : Caroline Vuillemin

Conception, rédaction : Céline Kohlprath Benjamin Bibas / la fabrique documentaire

Conception graphique : Marek Zielinski

Impression : Groux & Graph'style

Avenue du Temple 19C
1012 Lausanne, Suisse

hirondelle.org
info@hirondelle.org
T. + 41 21 654 20 20

Pour nous aider :
Crédit Suisse AG
IBAN :

CH05 0483 5041 8522 8100 5

ISSN 2624-8840 (Print)
ISSN 2624-8859 (Online)

